



## Déclaration préalable UNSA EDUCATION - CTSD du 13 octobre 2014

**Madame l'Inspectrice académique,  
Mesdames, messieurs, les membres du CTSD,**

Comme en avril dernier, ce CTSD se tient dans un contexte de changement de gouvernement et de Ministre. L'UNSA Éducation en prend acte et espère que, désormais, la stabilité présidera aux enjeux de l'Éducation. Notre pays a, en effet, grand besoin que la Refondation engagée de notre École comme celle plus large de l'Éducation, aboutisse et réussisse enfin. Ces évolutions indispensables demandent de l'ambition mais aussi de la constance. Le temps long des réformes doit désormais prendre le pas sur le temps des polémiques, souvent à courte vue. Avec ce nouveau gouvernement, l'UNSA Éducation conserve les mêmes exigences pour les personnels et la même ambition de démocratisation de notre système éducatif.

Nous saluons l'arrivée d'UNE ministre, **Mme Vallaud-Belkacem** à la tête d'un ministère de l'Éducation Nationale, jusqu'ici toujours occupé par des hommes. A l'heure où l'égalité femme-homme est dans toutes les discussions, nous tenons à l'assurer de notre soutien face aux polémiques nauséabondes qui ont eu cours dès son arrivée en septembre dernier.

Ainsi, cela fait plus de deux ans déjà que la Refondation de l'École a été lancée. Et trois rentrées plus tard, alors que des négociations constructives avec le ministère ont permis d'engranger quelques acquis réels, ils ont le sentiment que rien n'a véritablement changé dans la pratique de leur métier au quotidien. Ils ne voient toujours pas se dessiner les contours du nouveau cadre professionnel qu'ils attendent.

L'enquête "800 000 enseignants, et moi, et moi, et moi" que vient de mener le SE-Unsa confirme cette impression. Alors même que les enseignants sont des professionnels engagés, dynamiques, aimant leur métier, ils se considèrent comme prisonniers d'un carcan institutionnel fait d'injonctions, d'inconstance et de tensions. Étouffés dans un cadre professionnel daté et rigide, ils manquent de reconnaissance, de confiance et de perspectives ; ils attendent aujourd'hui les signes tangibles d'un indispensable changement de cap. Pour leur développement personnel et professionnel comme pour la réussite des élèves, il est urgent que notre ministère bouscule les modes de gouvernance et modifie en profondeur sa conception de la gestion des ressources humaines.

Soutenir la réflexion pédagogique des équipes, valoriser les innovations, reconnaître à chacun son professionnalisme, accompagner les carrières et les souhaits de mobilité... sont autant de sujets majeurs qui doivent être traités. Faute de quoi, la Refondation ne sera que virtuelle ...

Concernant le bilan de la rentrée dans le premier degré en Dordogne, nous souhaiterions revenir sur la carte scolaire que nous jugions dure l'an passé. Les mesures d'ajustements de rentrée ont permis de l'assouplir et nous les accueillons de manière favorable. Le fait qu'aucune fermeture de rentrée ne soit décidée permet de la stabilité dans les écoles et pour nos collègues qui en ont grandement besoin. Nous souhaitons que cette méthode perdure afin de ne pas nous mettre en difficultés dès les premiers jours de septembre. Cependant, alors que nous aurions dû débattre des lieux d'implantation des dispositifs « moins de 3 ans » ou « plus de maîtres que de classes », de la ré-implantation de postes Rased, voilà quelques années que nous abordons la carte scolaire dans notre département de la même façon. Nous demandons l'an dernier qu'un groupe de travail ait lieu très en amont des instances de carte scolaire car nous constatons dans les documents de rentrée une très grande disparité des effectifs et voulions pouvoir anticiper et discuter sans tabou des règles et politiques. Force est de constater que toutes ces questions restent sans réponse alors qu'elles méritent un large débat avec une vision globale. Nous souhaitons davantage de constance et de cohérence et nos collègues attendent l'ouverture des réflexions sur le tissu scolaire avec impatience.

Dans le 2<sup>nd</sup> degré, nous regrettons de nouveau l'absence de documents concernant la répartition des « blocs moyens provisoires » qui pourraient nous permettre un réel travail et un meilleur suivi des remplaçants TZR et des contractuels. En effet, nous constatons de nouveau cette année que la rentrée de ces personnels se fait dans des conditions parfois difficiles.

Enfin, puisqu'il s'agit d'une évolution des structures de vos services, nous souhaitons de nouveau attirer votre attention sur les trop nombreux retards pris dans le paiement d'indemnités de toutes sortes par les services de la DSDEN Gironde. Vous devez vous assurer, Madame l'Inspectrice d'Académie, que tout est mis en œuvre en Gironde pour que nos collègues soient rémunérés comme il se doit. Vous devez veiller à ce que les personnels de Dordogne puissent consulter leurs fiches de paie dans les conditions précisées par la loi. A ce sujet, le SE-Unsa de la Dordogne vient de vous envoyer un courrier pour vous demander la possibilité de dématérialiser mensuellement les fiches de paie afin que les collègues que nous représentons puissent suivre la perception des différentes indemnités de manière plus régulière et être à même de mener leurs démarches administratives dans de bonnes conditions.

Nous, Unsa Education, sommes attentifs et exigeants afin que les priorités nationales en matière d'Education se traduisent localement et ce dans l'intérêt des collègues que nous représentons.

***La délégation UNSA Education : Natacha ETOURNEAU, Anne MARCHAND, Jérôme BOUSQUET, Jean-Pierre LEGRAND***